

## Lancement du Plan d'action local pour l'économie et l'emploi 2007-2010 du Sud-Ouest

### LE SUD-OUEST AU CŒUR DU DÉVELOPPEMENT DE MONTRÉAL

Le 2 mai dernier, au Centre culturel Georges-Vanier, le RESO a procédé au lancement du Plan d'action local pour l'économie et l'emploi (PALÉE) 2007-2010 du Sud-Ouest. C'est sous le thème *Le Sud-Ouest au cœur du développement de Montréal* que des porte-parole des entreprises, des personnes en démarche d'employabilité et des résidants du Sud-Ouest ont présenté, chacun de leur point de vue, les grandes orientations et les priorités retenues dans le PALÉE. M. Jean-François Rivest, président de Voodoo Technology, Mme Patricia Laramée, conseillère en formation générale au RESO, et Mme Juliette Patterson, résidente, étaient ces trois porte-parole. L'animation de l'événement a été confiée à Mme Ariane Émond. La mairesse de l'arrondissement du Sud-Ouest, Mme Jacqueline Montpetit, a prononcé le mot de bienvenue.

Lors de cet événement interactif auquel plus de 150 personnes ont assisté, des intervenants métropolitains ont commenté les orientations du PALÉE et ont été invités à faire ressortir les liens entre les enjeux du Sud-Ouest et les enjeux de développement de Montréal.

« Il est important de travailler à améliorer l'environnement bâti afin d'attirer les entreprises, les résidants et de changer l'image d'un quartier.



Quelques participants à la table ronde et des intervenants locaux en compagnie de l'animatrice, Ariane Émond (au centre) et du directeur général du RESO, Pierre Morrisette (à droite).

Il faut aller encore plus loin et améliorer la qualité de l'aménagement urbain et de l'architecture, y compris celle du logement social et communautaire. C'est le sens du développement durable. Il faut aussi se projeter dans l'avenir et faire en sorte que, dans 10 ans, le Sud-Ouest soit un quartier vert», a indiqué M. Clément Demers, directeur général du Quartier International de Montréal.

Mme Marjolaine Loiselle, présidente de la Commission des partenaires du marché du travail, Mme Danielle McCann, directrice générale du CSSS Sud-Ouest-Verdun, M. Gérald Larose, professeur en travail social à l'UQAM, Mme Anne-Marie Jean, directrice de Culture Montréal et M. Philipp O'Brien, conseiller spécial chez Développement Télémedia, ont

aussi participé à cette table ronde réunissant des intervenants métropolitains.

Le PALÉE contient deux orientations qui font partie intégrante de toutes les priorités d'intervention identifiées par le RESO, soit : *Le Sud-Ouest, une communauté apprenante et Le Sud-Ouest, acteur du développement durable*. La première orientation place au centre de ses préoccupations l'employabilité et la formation de la main-d'œuvre en emploi et sans emploi. La seconde orientation tient compte de la dimension environnementale qui prend une grande place dans les préoccupations des citoyens et devient un critère d'analyse additionnel dans l'évaluation des projets de développement et l'évaluation des demandes de financement.

« Ces deux orientations doivent devenir une obsession dans toutes les actions et les interventions du RESO », a affirmé Pierre Morrisette, directeur général du RESO.

Mentionnons que le PALÉE contient 10 orientations de développement intégré : valorisation de la main-d'œuvre en emploi et sans emploi ; canal de Lachine, axe central de développement ; promotion d'une image renouvelée du Sud-Ouest ; rétention, expansion et attraction des entreprises ; développement ou création de pôles d'entreprises ; soutien au développement du récréotourisme ; soutien au développement de l'économie sociale ; soutien au développement du secteur culturel ; revitalisation des artères commerciales ; amélioration de la qualité de vie et de l'accessibilité aux logements et aux transports.

Il est possible d'accéder à la version électronique du PALÉE dans la section « Publications » du site Internet du RESO au [www.resomtl.com](http://www.resomtl.com). ♦

## L'habitation dans le Sud-Ouest en pleine effervescence

### Intensifier la création de logements communautaires

**A**vec la participation d'intervenants communautaires, privés et publics en habitation, le RESO définissait en 2002 une stratégie visant à contrer certains effets négatifs de la « gentrification » amorcée dans le Sud-Ouest. Le RESO et ses partenaires se sont réunis récemment pour faire la mise à jour de cette stratégie.

De 2001 à 2005, la production de nouveaux logements dans le Sud-Ouest se situait dans la moyenne supérieure à Montréal. Malgré cela, le taux d'inoccupation dans le Sud-Ouest était de 1,7 % en 2005 comparativement à 2,1 % pour l'île de Montréal. Par ailleurs, les loyers moyens dans le territoire, malgré des hausses importantes au cours des dernières années, demeurent encore inférieurs à la moyenne montréalaise.

La communauté du Sud-Ouest, ses élus et l'arrondissement ont été proactifs. Le Sud-Ouest a été l'un des rares arrondissements à exiger des promoteurs de grands projets, comme Imperial Tobacco et le Nordelec, le respect des minimums suggérés par la Ville de Montréal dans sa stratégie d'inclusion de logements sociaux (15%) et abordables (15%). Les organismes de la communauté ont également proposé des pistes visant à profiter de l'aménagement des grands sites pour créer du logement social et communautaire. Le Sud-Ouest se classe aujourd'hui au 4<sup>e</sup> rang des arrondissements montréalais

dans la production de nouveaux logements sociaux et communautaires et il a dépassé l'objectif de réaliser dans le territoire 400 logements sociaux dans l'Opération 5 000 logements.

Les besoins d'accès à du logement convenable pour les ménages à faible revenu demeurent immenses : dans le Sud-Ouest, un ménage sur trois consacrait plus de 30 % de son revenu pour se loger en 2001 et, compte tenu des hausses de loyers importantes dans le territoire, cette proportion pourrait être encore plus élevée en 2006. On estime aussi que plus de 4 000 ménages du Sud-Ouest consacrent plus de 50 % de leur revenu au logement.

Élaborée par le RESO, les organismes communautaires en habitation et les tables de quartier, avec le concours de la Ville de Montréal et de l'arrondissement du Sud-Ouest, la mise à jour de la stratégie habitation s'inscrit dans la continuité de la stratégie de 2002. Tout indique que le développement immobilier ira en s'accéléralant dans le Sud-Ouest ; il y a un potentiel de 10 000 nouvelles unités sur une période de dix ans. Le RESO et ses partenaires visent à ce que 2 000 de ces unités soient communautaires. Ils proposent également de répondre prioritairement aux besoins des ménages à faible et à moyen revenus, de bien intégrer les nouveaux projets aux quartiers, d'inscrire tout développement résidentiel important dans une approche

de développement mixte (emploi, services de proximité, culture, espaces verts), de favoriser la mixité sociale et de rénover le parc de logements existant en prévoyant des mesures de protection des locataires. Plus précisément, on propose de renforcer l'offre en logement social et communautaire. Pour cela, il faudra que les gouvernements du Québec et du Canada y consentent le financement nécessaire. ♦

#### FONDS D'ACQUISITION : un partenariat novateur

Partenariat novateur entre le groupe de ressources techniques Bâtir son quartier et le Fonds de solidarité de la FTQ, le Fonds d'acquisition permettra de financer à court terme l'achat de terrains ou d'immeubles qui serviront à réaliser des projets d'habitation communautaire (coopératives ou OSBL). Atteignant 5 millions \$, ce nouveau fonds s'adresse à tout Montréal, mais le Sud-Ouest, qui n'est pas à court de projets, y trouvera certainement son compte. ♦



*Nouvelle présidente de la Table des acteurs culturels, Madeleine Poulin est une résidente engagée qui participe depuis 1997 aux activités de la communauté du Sud-Ouest et du RESO.*

### Présidée par Madeleine Poulin, la Table des acteurs culturels du Sud-Ouest est relancée

**L**a Table des acteurs culturels du Sud-Ouest a été relancée au début de l'année. Maintenant présidée par Madeleine Poulin, journaliste et résidente engagée du Sud-Ouest, elle a élargi ses rangs. L'Association culturelle du Sud-Ouest, le Centre des métiers du verre, Design et impression textile, le théâtre Corona, le Studio Victor, Quartier Éphémère, le Mois de la photo, Radio Ville-Marie, Affaires d'art, la Société de promotion du canal de Lachine, la Maison Saint-Gabriel, le Café Paradoxe, la galerie Donati, le Musée des ondes Émile-Berliner, le Rendez-vous Gospel, la Commission scolaire de Montréal (CSDM), Parcs Canada et l'arrondissement du Sud-Ouest y sont représentés alors que le RESO apporte son appui en ressources humaines.

La Table des acteurs culturels a entamé une réflexion sur la reconnaissance du Sud-Ouest en tant que pôle culturel axé sur le patrimoine, la création, la diffusion et la démocratie culturelle. Avec le RESO, la Table tente également de promouvoir le Sud-Ouest en prévision du Rendez-vous Montréal, métropole culturelle, organisé par Culture Montréal en novembre 2007. Elle est également un lieu de réseautage d'où pourront naître des projets réunissant plusieurs acteurs culturels du Sud-Ouest. ♦

## Transfert du terrain du Site des postes à la SIC

# Le RESO se réjouit de la volonté de travailler avec la communauté

« Nous nous réjouissons que le terrain de Postes Canada soit transféré à la Société immobilière du Canada (SIC) ainsi que de la volonté exprimée par la Société de travailler en étroite collaboration avec la communauté du Sud-Ouest pour le redéveloppement du site », a affirmé Pierre Morrissette, directeur général du RESO, à la suite du réaménagement annoncé le 20 avril dernier par le gouvernement fédéral de certaines propriétés de la Couronne dans le secteur du Havre.

« Nous sommes très heureux que le gouvernement fédéral projette une action coordonnée pour le réaménagement et la mise en valeur des terrains situés dans le secteur du Havre », a continué M. Morrissette, rappelant que cette annonce concerne, en plus du Site des postes, deux autres terrains du Sud-Ouest, le côté sud du bassin Peel et près de la rue des Irlandais. Dans l'arrondissement, ces terrains totalisent environ 3 millions de pieds carrés.

« Nous demandons depuis le début que l'on permette le transfert de la propriété de Postes Canada à la SIC, qui nous apparaissait le meilleur véhicule pour enclencher le redéveloppement de ce site avec la participation de la communauté locale et pour concilier les intérêts locaux avec ceux du secteur privé. Nous serons heureux de col-

laborer à définir un plan d'ensemble pour le Site des postes et de contribuer à sa réalisation », a continué M. Morrissette.

« Toutefois, une incertitude demeure quant aux conditions dans lesquelles le redéveloppement du Site des postes pourra se faire. Nous ne connaissons pas le coût du terrain et cela nous inquiète. Le prix payé par la SIC pourrait représenter un obstacle pour réaliser un projet s'inscrivant dans une approche durable de développement urbain répondant aux besoins de la communauté locale sur les plans de l'emploi, de l'habitation et de la qualité de vie », a souligné Pierre Morrissette.

Rappelons que le RESO, le Groupe de ressources techniques Bâtir son quartier et la Coalition de la Petite Bourgogne/ Quartier en santé ont présenté, dès 2004, un concept multifonctionnel pour le Site des postes, prévoyant une mixité de fonctions (habitation, récréotourisme, commerces, entreprises, espaces culturels), de la création d'emplois, une mixité sociale



Depuis quelques années, la communauté du Sud-Ouest a exprimé à plusieurs occasions son appui au projet du RESO et de ses partenaires pour le redéveloppement du Site des postes.

(logements communautaires, coopératifs et privés répondant à divers besoins) ainsi qu'une intégration à la trame du quartier dans le respect de l'histoire du lieu et du patrimoine industriel. ♦

## Mandat CLD : essentiel

au développement économique et social du Sud-Ouest

Le RESO dispose depuis 1998 d'un outil essentiel pour accomplir sa mission de développement économique et de développement social : le mandat de Centre local de développement (CLD). Comme les autres Corporations de développement économique communautaire (CDEC) de Montréal, le RESO craint que la Ville de Montréal restreigne les ressources associées au mandat de CLD, ce qui compromettrait la pleine réalisation de sa mission. De plus, il est primordial pour le RESO et les autres CDEC que l'entente concernant les mandats CLD se poursuive dans l'esprit du modèle de gestion décentralisé que s'est donné la Ville de Montréal et respecte trois principes fondamentaux

du développement économique communautaire : la participation citoyenne, la concertation des acteurs socioéconomiques et la gouvernance autonome.

Le conseil d'administration du RESO a adopté une résolution demandant à la Ville de Montréal de renouveler la désignation du RESO comme responsable des mandats de CLD pour le Sud-Ouest pour une durée de cinq ans, de 2008 à 2013. Cette résolution demande aussi qu'un comité conjoint réunissant la Ville de Montréal et les CDEC soit mis en place pour conclure une nouvelle entente de gestion des mandats de CLD garantissant le maintien et l'indexation annuelle des enveloppes budgétaires qui leur sont liées.

Rappelons que le RESO a été créé en 1984 parce que la communauté du Sud-Ouest désirait prendre en charge le développement local en misant sur la concertation et le partenariat des différents acteurs et en favorisant un développement économique qui réponde aux besoins sociaux et économiques des résidents. Son conseil d'administration est représentatif de la communauté : y sont élus des représentants locaux des entreprises, des organismes communautaires, des entreprises d'économie sociale, des syndicats, des institutions de l'éducation, de la santé et de la culture, des résidents, des élus municipaux et des employés. ♦

